LES POSTES

L'ARCTIQUE ORIENTAL ET L'AMÉLIORATION DU SERVICE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. H. Aiken (Parry-Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Postes. Comme le rapport des conseillers de l'État sur le développement des Territoires du Nord-Ouest semble indiquer une insuffisance des services postaux dans l'Est de l'Arctique, le ministre a-t-il ordonné une enquête sur cette affaire urgente?

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre des Postes): Notre service postal est le meilleur du monde; néanmoins mon ministère essaie toujours de l'améliorer dans toutes les régions du pays. J'avoue que l'Est de l'Arctique est une région très spéciale, où se posent des problèmes difficiles, mais je puis assurer au député que ce point fait l'objet d'une étude intensive.

LA RADIOFFUSION

LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE CONSÉ-CUTIVE AU LIVRE BLANC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. W. Prittie (Burnaby-Richmond): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État. L'honorable représentante dirait-elle à la Chambre si le gouvernement va présenter au cours de la session d'automne du Parlement une mesure fondée sur le Livre blanc de la radiodiffusion?

L'hon. Judy V. LaMarsh (secrétaire d'État):
Monsieur l'Orateur, le gouvernement plus vraisemblablement sera prêt à déférer le Livre blanc au comité de la radiodiffusion dès que la Chambre y aura consenti à l'unanimité.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

L'EXERCICE DE LA CLÉMENCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Ralph Cowan (York-Humber): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au très honorable premier ministre. Elle a trait au fait que le gouvernement pratique actuellement la touchante vertu de clémence dans des cas où aucune recommandation n'a été faite en ce sens. Cette touchante attention vise-t-elle uniquement les meurtriers ou le cabinet en fera-t-il également preuve à l'égard des travailleurs impliqués dans les grèves survenues à la Lenkurt, compagnie de Vancouver, et à la Tilco Plastics Limited, de

Peterborough, en Ontario, et qui ont été condamnés pour outrage à la cour. Fait-on preuve de clémence uniquement pour certaines catégories de criminels?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous ferons de notre mieux pour nous acquitter de nos responsabilités en vertu de la loi.

L'hon. M. Starr: Quelle est la loi?

L'IMMIGRATION

LE RETOUR DANS LEUR PAYS DE MOIS-SONNEURS SAISONNIERS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Danforth (Kent, Ont.): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Vu les multiples demandes que j'ai reçues à propos de travailleurs de la Jamaïque, venus au Canada cet été pour aider à la moisson et qui restent au Canada, le ministre dirait-il si l'accord initial prévoit leur retour à la Jamaïque une fois terminée la période de travail prévue ou si le ministère de l'Immigration accepte des instances pour leur permettre de rester au Canada ou d'y revenir dans un proche avenir pour y rester à titre de travailleur?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je ne suis pas très certain de l'urgence de cette question. Je ne la crois pas urgente. Si le député estime que j'ai tort, il voudra peut-être en discuter lors du débat sur la motion d'ajournement.

M. Danforth: A dix heures, monsieur l'Orateur.

LES TRANSPORTS

DORION (P.Q.)—L'ENQUÊTE SUR L'ACCIDENT SURVENU À UN PASSAGE À NIVEAU

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Auguste Choquette (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question à un ministre fort habile, l'honorable ministre des Transports. (*Exclamations*)

Le ministre peut-il dire à la Chambre comment la commission d'enquête sur la tragédie survenue à Dorion entend procéder pour communiquer avec les personnes désireuses de comparaître devant la commission afin d'exprimer leurs doléances ou proposer des solutions appropriées?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas assez habile pour répondre à cette question sans prendre conseil, mais j'ai l'intention de m'informer auprès de la Commission des